Politique

Violences post-électorales

Une mission de la CPI attendue au Gabon

J.O. Libreville/Gabon

UNE délégation de la Cour pénale internationale (CPI) séjournera dans notre pays, à la demande du gouvernement gabonais du 20 au 22 juin prochain. Et ce, dans le cadre de l'examen préliminaire à une enquête aux violences post-électorales de l'an dernier.

Le 29 septembre 2016, le Procureur de la CPI, la Gambienne Fatou Bensoudan avait annoncé l'ouverd'un examen préliminaire sur la situation au Gabon, suite au renvoi par les autorités en place, le 21 du même mois, de la situation relative à des crimes présumés qui pourraient relever de la compétence de ladite Cour, commis sur le territoire. En outre, conformément à

l'article 53 du Statut de Rome, un tel examen, sans préjuger de l'ouverture éventuelle d'une enquête, vise à éclairer plusieurs points. Notamment "s'il existe une base raisonnable pour croire que des crimes relevant de la compétence de la Cour (crimes de querre, crimes contre l'humanité, génocide) on été ou sont en voie de l'être au Gabon". Ou "si ces crimes éventuels font l'objet d'en-

quêtes ou de poursuites par les autorités compétentes et dans l'affirmative, si ces procédures peuvent être qualifiées de véritables". Tout comme "si ces crimes éventuels sont d'une gravité suffisante pour justifier de l'ouverture d'une enquête par la CPI". Enfin, "s'il y a des raisons sérieuses de considérer que l'ouverture d'une enquête par la CPI ne servirait pas les intérêts de la justice".

A noter qu'au cours de cette visite, la délégation aura certainement des entretiens avec les représentants des ministères de la Justice, de l'Intérieur, de la Défense ; ainsi que d'autres autorités gouvernementales. Dans la même logique, des discussions sont également prévues avec les représentants de la société civile, de la presse et de la communauté diplomatique à Libreville.

Conférence des Nations unies sur les Océans Le chef de l'Etat

à New-York

J.O. Libreville/Gabon

ALI Bongo Ondimba, prendra part à la Conférence des Nations unies sur les océans, organisée au siège de l'Onu du 5 au 9 juin 2017. Une rencontre internationale dont la mission est d'appuyer la mise en œuvre de l'objectif de développement durable n°14 qui consiste à conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines à des fins de développement durable.

En marge de cette conférence, Ali Bongo Ondimba devra avoir un entretien avec le nouveau secrétaire général des Nations unies, le Portugais Antonio Guterres.

du PDS.

Vie des partis politiques/10e anniversaire du PDS Une décennie remplie d'actions sociales



cadres du parti.

René AKONE DZOPE

Port-Gentil/Gabon

Lesquelles, selon certains intervenants. Iui ont permis d'occuper le terrain et asseoir sa notoriété

LE deuxième jour de la célébration du dixième anniversaire du Parti pour le développement et de la solidarité sociale (PDS) a été dominé, hier, à la salle de mariage Simon-Pierre Yeno Ölingo, par une série de conférences sur : "PDS, une histoire, des œuvres sociales et des perspectives pour un Gabon solidaire". Avec des sous-thèmes tels que "Le PDS, son histoire et ses perspectives", "Le PDS et les œuvres sociales", "Le PDS: Alliance et partenariats politiques". Les participants, venus des quatre coins du pays, ont également suivi le compterendu du Dialogue récemment clôturé. Des sujets traités par les cadres du parti.

Le premier secrétaire exécutif, Serge Nzoghe Nze est revenu sur l'histoire du parti, né des cendres du Parti gabonais du progrès (PGP) et l'Alliance nationale des bâtisseurs (ANB), et qui a pour credo, selon lui, "l'économie libérale sociale qui découle du développement matériel, mais aussi le bien-être du citoyen par la solidarité sociale".

Louis Martin Ingongui a, quant à lui, décliné les perspectives d'une formation politique en plein essor, et qui, aujourd'hui, grâce au nombre de ses élus dans les cinq provinces du pays, devient la première force politique de l'opposition et troisième force sur l'échiquier national, derrière le PDG et le CLR. Le PDS nourrit l'ambition de multiplier par deux ou par trois, le nombre de ses élus. La vague orange, a-t-il dit, doit submerger toutes les institutions et collectivités locales.

Isabelle Ekang Minko, trésorière communale, Michelle Delo, secrétaire exécutive et Clarisse Obame, membre du bureau national, ont axé leurs interventions sur les actions à caractère social menées par le PDS en 10 ans. Elles y vont de la construction et la réhabilitation des écoles et hôpitaux, à l'équipement de ces mêmes structures, en passant par l'appui aux micro-projets, la fourniture des équipements sportifs, etc. «Le résultat de ce travail est qu'il n'y a plus un pas sans un militant du PDS», a relevé Michelle Delo pour qui son parti a su bâtir son aura.

Des propos appuyés par Michel Nzambounga, secrétaire exécutif et Landry Stivérick Moussambi qui ont éclairé l'assistance sur "Le PDS: Alliance et partenariats politiques". Les deux hommes ont fait savoir que le PDS n'est pas dans une opposition spectacle mais celle qui arbore une posture citoyenne, patriotique, qui sait apprécier quand le pouvoir fait du bien et dénoncer quand il fait mal, en apportant des proposi-«Nous mettons tions. l'homme au centre, c'est-àdire la santé, l'éducation, l'emploi, le logement, la protection sociale», a souligné Michel Nzambounga, pour qui, afin d'atteindre ce bien-être, il faut soit être seul ou tisser des alliances. Il juge judicieux et justes, les choix opérés à ce jour par le président du parti, Me Séraphin Ndaot Rembogo, au niveau des accords signés entre son parti et le président de la République, Ali Bongo Ondimba, sur le Pacte social et le Conseil national de Démocratie (CND), qui sont respectés, et leur donnent l'occasion d'exercer une partie du pouvoir.

«Nous ne recherchons que le mieux-être des Gabonais. C'est pourquoi nous sommes ouverts à tous les bords politiques partageant cette exigence», a lancé Landry Moussambi, en égrenant des échecs subis en essavant des partenariats avec l'opposition depuis 1990. «L'opposition s'est toujours montrée unie en apparence, mais désunie au fond», a-t-il soutenu.

Le coordonnateur général, Joël Pono Opapé, le viceprésident Augustin Mouboga, Monique Gisèle Roquita, Hervé Angoue Dit Onguie se sont chargés de faire le compte-rendu du Dialogue politique, un forum qui a rassemblé pendant plus d'un mois les formations politiques de la majorité et de l'opposition. aura permis d'obtenir plusieurs réformes au CDN.



